

**Introduction à la Macroéconomie**  
*Séance 1*

**Croissance, inflation et pouvoir d'achat :**  
**Concepts, liens et mesures.**

Documents joints (à lire!) :

- Document 1 : Le pouvoir d'achat et l'indice des prix, INSEE, Mars 2013
- Document 2 : Renaud Chartoire, *France : salaires en hausse... Pouvoir d'achat en baisse !*, Sciences Humaines, n°251, Aout-Septembre 2013
- Document 3 : *Revenu disponible brut des ménages et évolution du pouvoir d'achat par personne, par ménage et par unité de consommation*, INSEE, 2013

I. Définitions des concepts clefs :

1. Qu'est-ce que le Produit Intérieur Brut (PIB) ?
2. Comment se distinguent PIB réel et PIB nominal ? Quel est l'intérêt de distinguer les variables nominales et réelles ?
3. Définissez la notion de croissance économique. Quels sont les effets attendus de la croissance économique ?
4. Qu'est-ce que le pouvoir d'achat ? Quels liens peut-on faire avec l'inflation ?

II. Questions préparatoires : (Répondez de manière argumentée aux questions suivantes)

1. Commenter le Graphique 1 du document 1 sur l'évolution du revenu des ménages et des prix à la consommation.
2. En vous servant du document 3, mesurer l'évolution du Revenu Disponible Brut entre 2011 et 2012. Analyser les résultats en termes de pouvoir d'achat.
3. A partir du document 3, expliquer les liens existants entre croissance économique et pouvoir d'achat pour l'année 2009.
4. Calculer l'évolution du pouvoir d'achat pour les années 2007 et 2011. Commenter.

III. Note de synthèse :

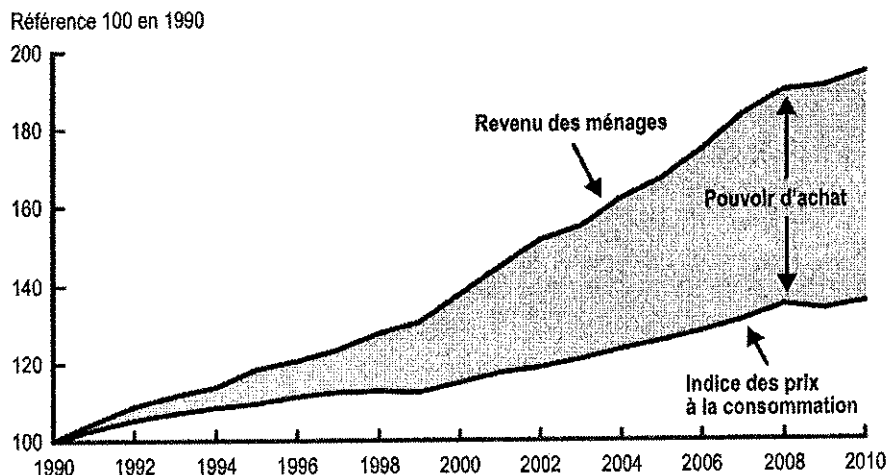
En vous appuyant sur les éléments précédents, des documents ainsi que de vos connaissances personnelles, traitez de manière organisée la question suivante :

*Analyser l'évolution du pouvoir d'achat depuis une vingtaine d'années.*

L'évolution du pouvoir d'achat est calculée pour l'ensemble des ménages. Elle est obtenue comme différence entre l'évolution du revenu des ménages, premier élément, et l'évolution de l'indice des prix, deuxième élément. Les statistiques sur le pouvoir d'achat sont tirées des comptes nationaux. Ceux-ci fournissent une image globale de l'activité économique du pays, harmonisée sur le plan international.

Graphique 1

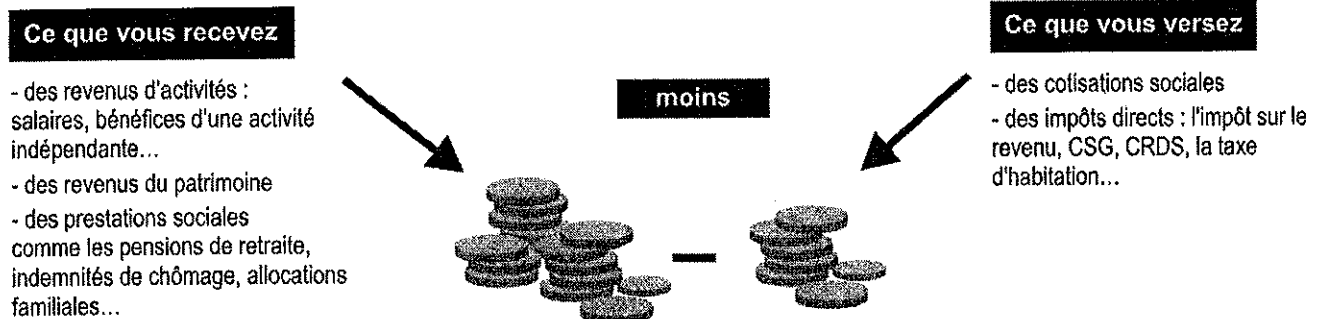
Évolution du revenu des ménages et des prix à la consommation



Le premier élément pris en compte pour calculer l'évolution du pouvoir d'achat est l'évolution du revenu des ménages.

Le revenu retenu dans le calcul de l'évolution du pouvoir d'achat est le revenu disponible brut.

Le revenu disponible brut, c'est :



## Revenu et pouvoir d'achat par unité de consommation

Deux phénomènes interviennent sur l'évolution des revenus et du pouvoir d'achat au niveau individuel :

- l'augmentation régulière de la population française, un peu moins de 1 % par an. Les revenus créés par l'activité économique se répartissent donc sur un nombre croissant d'habitants.

- la vie en commun permet de réduire certaines dépenses comme celles pour le logement. La notion d'unité de consommation (UC) est utilisée : dans un foyer, le premier adulte compte pour une UC, une personne supplémentaire de plus de 14 ans pour 0,5 UC. Chaque enfant de moins de 14 ans compte pour 0,3 UC.

Pour mieux refléter les situations individuelles, l'Insee calcule un **revenu et un pouvoir d'achat par unité de consommation**.

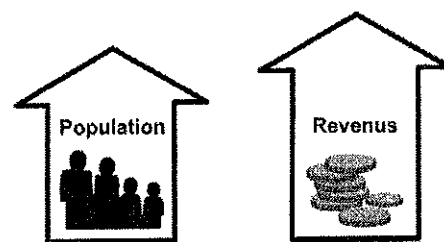
Ainsi, si le pouvoir d'achat de l'ensemble des ménages augmente de 2 %, le pouvoir d'achat par UC, c'est-à-dire ramené à un niveau individuel, n'augmente que d'un peu plus de 1 %.

## Revenu et pouvoir d'achat arbitrables

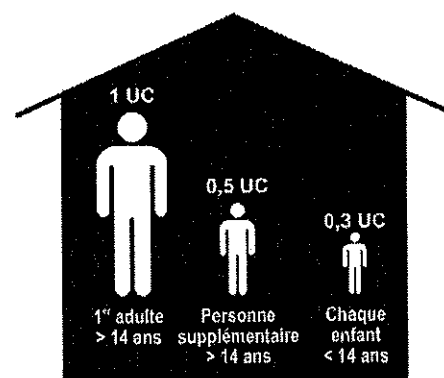
Pour se rapprocher du vécu des Français, l'Insee calcule **le revenu et le pouvoir d'achat « arbitrables » des ménages**. Il s'agit du revenu et du pouvoir d'achat, déduction faite des dépenses pré-engagées. Ces dépenses sont les consommations qui prennent la forme d'un contrat ou d'un abonnement difficilement renégociable à court terme. Ce sont principalement les dépenses liées :

- au logement (loyer, chauffage...),
- aux services financiers,
- au développement des technologies de l'information et de la communication (téléphonie, accès à l'internet...).

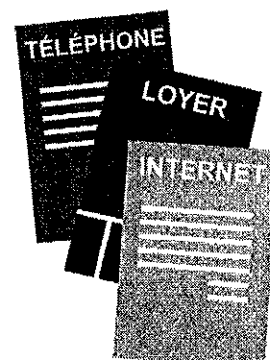
[www.insee.fr](http://www.insee.fr) : l'accès pour tous aux données de l'Insee



L'augmentation des revenus des Français se répartit sur un nombre croissant d'habitants.



La composition des foyers en unités de consommation (UC) influe sur leur consommation.



La part des dépenses pré-engagées dans le budget des ménages a doublé en 50 ans.

*Quand les prix sont en hausse, le pouvoir d'achat peut-il augmenter ?*

**Oui**, parce que l'évolution du pouvoir d'achat est égale à l'évolution des revenus diminuée de l'évolution de l'indice des prix. Ainsi, le pouvoir d'achat peut augmenter malgré une forte hausse des prix si la croissance des revenus est encore plus forte.

*Le pouvoir d'achat est-il le même pour les ménages modestes et les ménages aisés ? Pour ceux qui vivent en Île-de-France et en Bretagne ?*

**Non**. Le pouvoir d'achat d'un ménage modeste est inférieur à celui d'un ménage aisé. Mais la croissance du pouvoir d'achat peut, suivant les périodes, être plus forte ou moins forte pour les ménages modestes que pour les ménages aisés. Il en est de même pour les ménages vivant en Île-de-France par rapport aux ménages vivant en Bretagne. Cela dépend de l'évolution des revenus de chacun.

Le **deuxième élément** intervenant dans le calcul de l'évolution du pouvoir d'achat est la **hausse des prix**. Celle-ci est mesurée par **l'indice des prix à la consommation**. Pour calculer l'indice mensuel des prix à la consommation, l'Insee suit les prix :

- d'un éventail très large de produits et de services, représentatif de ce que nous consommons,
- dans tous les types de commerce (petits magasins traditionnels, marchés, hypermarchés...) sur l'ensemble du territoire de manière que chaque taille d'agglomération soit convenablement représentée.

160 000 prix relevés  
chaque mois



27 000 points de vente visités

## Les mêmes articles dans les mêmes points de vente

Les mêmes articles sont suivis, mois après mois, dans les mêmes points de vente ; pour chacun, il doit s'agir exactement du même modèle, de la même marque, dans le même conditionnement.



## Prix relevés et collectés

Les prix relevés sont les prix affichés, toutes taxes comprises. Ils tiennent compte des soldes, des promotions et des remises immédiates en caisse, mais pas des réductions privées (cartes de fidélité) ni des remises non immédiatement déductibles en caisse (coupons).

Ces prix relevés sur le terrain sont complétés par des prix collectés chaque mois de manière centralisée auprès d'organismes nationaux ou régionaux tels que les opérateurs de télécommunications, EDF, la SNCF, les banques, les services publics locaux, ainsi que sur internet.

## L'indice des prix à la consommation en quelques chiffres

- Chaque mois : 27 000 points de vente visités
- 160 000 prix relevés sur le terrain
- 40 000 tarifs collectés
- 1 000 familles de produits et services suivies
- Vers le 13 du mois m, publication de l'indice du mois m-1
- Publication de 120 prix moyens de produits
- Publication d'indices mensuels pour 160 regroupements de produits et services
- Chaque année : publication d'indices annuels pour 50 types de ménages
- 300 regroupements de produits et services

## Document 2 :

### **France : salaires en hausse...pouvoir d'achat en baisse !**

Renaud Chartoire, Sciences Humaines, n°251 Aout-Septembre 2013

La crise est bien là : une récente étude de l'Insee montre que le pouvoir d'achat des Français diminue, alors même que leurs salaires augmentent... Comment expliquer ce paradoxe ?

La sentence est tombée comme un couperet : le pouvoir d'achat des Français en 2012 a diminué. De 0,9 % pour l'ensemble de la population, et même de 1,5 % si l'on raisonne au niveau individuel, en prenant en compte le fait que la population a augmenté. C'est la plus forte baisse depuis près de trente ans. D'où provient-elle ? Pas d'une diminution des revenus : en 2012, ils ont continué à augmenter, certes moins rapidement. En fait, l'explication est à trouver dans une hausse des revenus qui se ralentit, alors même que l'inflation, quant à elle, reste stable (1,9 %), ainsi qu'à une augmentation des impôts courants et à une quasi-stagnation des revenus de la propriété. Et sans la hausse des prestations sociales versées, portée entre autres par une montée des allocations chômage, la diminution du pouvoir d'achat aurait été encore plus importante : en temps de crise, la protection sociale constitue bien un « filet de sécurité » qui permet d'en amoindrir les effets.

Cette baisse du pouvoir d'achat n'est évidemment pas sans conséquences ; pour la première fois depuis 1993, les dépenses de consommation des ménages en volume, c'est-à-dire la quantité de biens et services effectivement consommée, ont diminué de 0,4 %.

### **Une réduction de la consommation**

La crise est là, le chômage augmente, mais, aussi étonnant que cela puisse paraître, les salaires continuent malgré tout d'augmenter. Une récente étude du Conseil d'analyse économique montre ainsi que les salaires réels nets moyens, c'est-à-dire ceux réellement reçus par les salariés une fois prise en compte la hausse des prix, ont continué à augmenter dernièrement au même rythme qu'avant la crise, soit 0,8 % de hausse annuelle. Comment expliquer une telle hausse, alors même que la théorie économique nous enseigne qu'en période de chômage, une pression à la baisse sur les salaires devrait se faire sentir sur le marché du travail ?

D'abord, par un effet de composition : la diminution de l'emploi ces derniers mois a prioritairement touché les bas salaires, de telle sorte que mécaniquement le salaire moyen s'en est trouvé augmenté. Ensuite, par un découplage entre les règles d'augmentation des rémunérations salariales, et l'évolution de la productivité. Sur le long terme, l'évolution des salaires doit correspondre à celle de la productivité : si un travailleur est mieux rémunéré, c'est que son efficacité productive s'est accrue. Or les accords de branches, qui définissent les *minima* salariaux, ont contribué à leur augmentation, même par temps de crise, ce qui a eu des effets d'entraînement sur l'ensemble des salaires, alors même que la productivité moyenne diminuait. Dans le même temps, différentes enquêtes menées auprès de chefs d'entreprise montraient que ceux-ci étaient plutôt réticents à infléchir à la baisse leurs politiques salariales,

craignant une diminution de la motivation des salariés et une aggravation du climat social dans leur société.

Face à cette situation, il est possible qu'une partie de la hausse du chômage puisse être imputée à un ajustement quantitatif de l'emploi à la situation de crise, à partir du moment où les salaires se trouvaient rigides à la baisse. Faut-il pour autant souhaiter de nouvelles mesures de flexibilisation des rémunérations ? Rien n'est moins sûr en période de réduction de la consommation, alors même que la consommation est l'un des principaux moteurs de la croissance économique.

Document 3 :

2.101 Revenu disponible brut des ménages et évolution du pouvoir d'achat par personne, par ménage et par unité de consommation							
Années	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
En milliards d'euros							
Salaires et traitements bruts	698,2	726,7	749,7	750,1	767,6	787,9	802,7
Cotisations sociales à la charge des salariés	97,5	100,7	102,3	103,2	105,1	108,9	112,6
Salaires et traitements nets	600,7	625,9	647,4	647,0	662,5	679,0	690,0
Prestations sociales autres que transf. soc. en nature	355,0	368,8	381,4	402,4	415,6	427,5	444,4
Revenus salariaux et sociaux	955,7	994,7	1 028,8	1 049,4	1 078,1	1 106,4	1 134,4
Excédent brut d'exploitation et revenu mixte	261,5	276,4	285,4	269,7	271,2	279,9	284,2
Cotisations des non-salariés	23,5	24,2	25,7	26,9	27,7	27,8	29,4
Revenu disponible brut	1 159,4	1 218,7	1 259,3	1 265,0	1 290,9	1 326,3	1 338,4
En %							
Evolution du revenu disponible brut	4,6	5,1	3,3	0,5	2,0	2,7	XXX
Evolution de l'indice du prix de la dép. de conso. finale des ménages	2,0	2,1	2,9	-0,7	1,1	2,1	1,9
Evolution du pouvoir d'achat du revenu dispo. brut des ménages	2,5	XXX	0,4	1,2	0,9	XXX	-0,9
Evolution du PIB (en valeur)	4,7	4,9	2,5	-2,5	2,7	3,3	1,5
Evolution du PIB (en volume)	2,5	2,3	-0,1	-3,1	1,7	2,0	0,0
Evolution de la population moyenne	0,7	0,6	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
Evolution du nombre de ménages	1,2	1,1	1,0	0,9	1,0	1,0	1,0
Evolution du nombre d'unités de consommation	0,6	0,6	0,6	0,5	0,6	0,7	0,6

Source : Insee, 2013